

<http://ugtg.org/spip.php?article1946>



Informations internationales : Réunion - "Nou vé un travay, un vré salèr pou nout dinité !"

- Actualité -



Date de mise en ligne vendredi 8 mars 2013

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Après l'explosion sociale de février 2012, où les jeunes des quartiers les plus pauvres sont descendus dans la rue, tout a recommencé le 6 février dernier, dans le quartier de la Palissade, à Saint-Louis. Les jeunes manifestants ont dressé des barrages. Ils exigent un emploi. Ils ont rapidement été rejoints par des mères et pères de famille, accompagnés de jeunes enfants. Ils ont demandé aux commerçants du centre-ville de fermer les magasins « en solidarité ».

Réagissant aux propos tenus par le maire de Saint-Louis, Claude Hoareau (Parti communiste réunionnais [PCR]) à€” « ou koné z'enfan i pleur pa i gain pa tété » (« C'est connu, si l'enfant ne pleure pas, on ne lui donne pas la tétée ») à€”, les jeunes ne décolèrent pas : « I prèn a nou pour couillon ! » (« Il nous prend pour des couillons »), « que le maire nous aide », « nou gain pu rest la kaz » (« On ne veut plus rester à la maison »).

Ils décident de manifester dès le matin. Ils appellent le maire ou un élu de la municipalité à venir les rencontrer. En attendant, ils barrent la route, ne laissant passer que les transports d'urgence. La mobilisation s'est très vite propagée à d'autres communes de l'île. Partout, les manifestants réclament des emplois. Au Port, le maire (PCR) déclare : « Ce mouvement de grande exaspération au sein de la jeunesse réunionnaise, suscité par une aggravation de la misère matérielle et sociale, s'exprime donc dans un climat difficile de tension et de revendications dont personne ne peut cependant nier la légitimité. » Il demande que « le nombre de contrats aidés cofinancés par l'Etat soit augmenté ou, pour le moins, maintenu au niveau de 2012 ». Dans une réunion de concertation organisée à la mi-journée avec les manifestants, le maire et ses principaux collaborateurs déclarent qu'« une collectivité locale, telle qu'une mairie, n'a pas, à elle seule, la possibilité d'apporter des solutions satisfaisantes à chacun. C'est donc dans une démarche partenariale des différentes autorités que des pistes collectives doivent être dégagées. »

A cette mobilisation de la jeunesse, qui veut un vrai travail, le député-maire de Saint-Leu et d'autres avec lui répondent en réclamant du gouvernement que les emplois aidés, les emplois d'avenir, etc., ne soient accordés que pour six mois, c'est-à-dire que le gouvernement raccourcisse la durée pour « partager ».

Mais ce sont d'autres revendications qui mobilisent en réalité les jeunes : « Nous, ce n'est pas un petit contrat de six mois à la mairie que l'on veut. On veut un vrai travail, dans une entreprise. On veut pouvoir nourrir nos familles décemment avec un salaire de 1 000 euros. » Ce sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans, presque tous pères de famille. Certains sont diplômés, ont en poche un BEP ou un CAP. Ils galèrent tous pour trouver un emploi. La réponse du pouvoir colonial, c'est, comme toujours, la répression : envoi de quatre-vingts policiers par le préfet et condamnations immédiates de ceux qu'il qualifie de « fauteurs de troubles ». L'Etat français a peur, il veut casser dans l'oeuf cette mobilisation.

Déclarations

Le Groupe trotskyste réunionnais (GTR)

« Le GTR apporte son soutien à ce soulèvement des jeunes qui veulent un travail, un contrat durable, qui ne veulent plus de la précarité.

L'association des maires, les élus de tout bord proposent de ramener les contrats d'avenir d'une durée d'un an à six mois pour partager le travail.

Les patrons veulent que toute La Réunion soit une zone franche pour faire encore plus de profits ! Voilà ce qu'ils proposent, ils n'ont aucune solution.

Il n'y a pas d'issue dans ce système colonial. »

Max Banon, membre de la commission exécutive

de la Confédération générale des travailleurs réunionnais (CGTR)

« 60 % des jeunes sont au chômage à La Réunion ! Comment s'étonner que cela explose ? On est arrivé au bout d'un système. Ce n'est pas le changement de personne qu'il faut aujourd'hui, mais le changement du système. »

Lorganizasion Popilèr po Libèr nout Péi (LPLP)

« A ceux qui n'ont d'autres choix que de descendre dans la rue pour réclamer un travail, pour un avenir meilleur pour eux et leurs enfants, l'unique réponse du pouvoir colonial est d'abord la répression et des promesses sans lendemain.

En soixante-sept ans de départementalisation, le pouvoir colonial et les élus réunionnais ont ruiné des milliers de petits planteurs, d'éleveurs et d'artisans, et n'ont laissé aucune perspective à la jeunesse, sinon l'exil.

Les "tits contrats" ne sont que des solutions sans lendemain. La jeunesse réunionnaise n'a d'autre choix que de s'organiser, prendre en main son destin. »

Le Parti communiste réunionnais (PCR)

« Pour faire face à l'urgence, le PCR propose dans l'immédiat le rétablissement des quotas d'emplois aidés sur l'année 2013 à un niveau au moins équivalent à celui de 2012 (...).

Des exonérations de charges sur les emplois d'avenir recrutés par les collectivités locales et le mouvement associatif (...), dans le même esprit des exonérations de charges accordées par ailleurs par l'Etat aux entreprises.

L'ouverture par l'Etat d'une concertation avec l'ensemble des employeurs, des financeurs des contrats aidés, ainsi qu'avec les syndicats et les représentants du mouvement associatif, dans la perspective d'aboutir à une gestion coordonnée et mutualisée. »

Informations internationales

Entente internationale des travailleurs et des peuples